

# L'Europe se prive des moyens de lutter contre le chômage

*Sud Ouest, dimanche 28 mars 2004*

Propos recueillis par Bernard Broustet

JEAN-PAUL FITOUSSI. L'économiste pointe les conséquences de l'idéologie du « tout-marché »  
Le salut de nos économies et la baisse du chômage ne passent pas essentiellement par la réduction des prélèvements obligatoires et le respect des dogmes libéraux. Depuis des années, Jean-Paul Fitoussi, directeur de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), remet en cause les dogmes de cette « pensée unique ». Il vient de récidiver dans son dernier ouvrage, « la Démocratie et le Marché », aux Editions Grasset. Il y pointe les conséquences de l'idéologie du « tout-marché » sur l'économie de notre continent, qui s'est privé, selon lui, sur ce plan, des moyens institutionnels de peser sur son destin. De passage en Gironde, où il était l'hôte de Bordeaux Ecole de Management, il a fait le point pour « Sud Ouest » sur les causes et les conséquences d'une panne de croissance, qui semble avoir eu dimanche dernier sa traduction dans les urnes.

« Sud Ouest Dimanche ». La puissance des marchés vous semble-t-elle aujourd'hui menacer la démocratie ?

Jean-Paul Fitoussi. On s'accommode aujourd'hui d'une régression de la démocratie, c'est-à-dire de l'espace des choix collectifs. Après l'effondrement du bloc soviétique, tout se passe comme si la disparition de l'ennemi nous avait fait perdre de vue les risques d'une application trop cynique du capitalisme. Nous subissons une idéologie qui tend à nous faire croire qu'il n'existe qu'un seul modèle économique, basé sur le marché et l'intervention minimale de l'Etat. Mais cette idéologie est beaucoup plus respectée en Europe qu'aux Etats-Unis.

En quel sens ?

Dans l'Europe des quinze, la médiation des institutions européennes enlève toute marge de manoeuvre aux politiques nationales menées par des gouvernements élus.

Mais la Constitution européenne, si elle est adoptée, ne permettra-t-elle pas une meilleure expression de la démocratie à l'échelle européenne ?

Pas sur le plan de la politique économique car ce projet de constitution détaille, dans sa troisième partie, les politiques économiques. Ce serait donc la seule constitution au monde qui empêche formellement l'alternance des politiques économiques. L'Europe s'est construite autour de l'idée qu'il fallait autolimiter les marges de manoeuvre des gouvernements des pays membres. Cela n'aurait pas été choquant si les institutions politiques communautaires les avaient récupérées. Mais il n'en est rien. Ce qui caractérise aujourd'hui l'Europe, c'est le non-usage de sa souveraineté.

Les choses se passent-elles différemment aux Etats-Unis ?

On constate que les Etats-Unis font, au contraire, un usage hyperactif de leur souveraineté. L'Etat américain est plus interventionniste, comme le montre par exemple la politique budgétaire du gouvernement Bush. Les Américains ont été, ces dernières décennies, les plus gros producteurs de doctrines économiques clefs en main visant à restreindre les interventions du gouvernement. Mais l'Europe les applique avec beaucoup plus de zèle qu'eux. Cela explique sans doute qu'elle ait été incapable, depuis vingt ans, de résoudre ses problèmes de chômage et de croissance molle. Mais ces échecs ne font pas reculer pour autant les doctrines que j'évoquais. Au contraire, leurs tenants expliquent ces échecs par le fait qu'on n'a pas été assez loin dans leur voie. Et on ne cesse de repousser la solution des problèmes européens aux prochaines « réformes structurelles » visant à réduire le poids de l'Etat et de la protection sociale.

Est-il vraiment possible de faire autrement ?

Plusieurs exemples le prouvent. Prenons ainsi le cas du Danemark. Il fait aujourd'hui partie des pays européens qui s'en tirent le moins mal. Or, le poids des dépenses publiques et sociales y atteint 58 % du PIB. Regardez, d'autre part, ce qui s'est passé en Europe à la fin de la décennie 90. L'avènement de l'euro s'est accompagné d'une détente sur les taux d'intérêt. A partir de 1999, la devise européenne s'est mise à baisser par rapport au dollar. Or, en France, de 1997 à 2001, le taux de chômage est passé de 12,6 % à 8,7 %. Ce ne sont pas les réformes structurelles prônées par les défenseurs des idéologies du marché qui ont permis cela.

Mais peut-on vraiment faire l'économie de ces réformes ?

On s'efforce aujourd'hui de faire des réformes qui réduiront de 2 à 3 % les prélèvements obligatoires. Mais, dans le même temps, en deux ans, l'euro s'apprécie de 50 %, pénalisant d'autant la compétitivité de nos entreprises. Ce qui est dramatique, c'est que l'euro s'est apprécié alors même que notre croissance était plus faible que celle des Etats-Unis. Normalement, c'est l'inverse qui aurait dû se produire. Mais, quand ils ont été menacés par la montée du chômage, les Etats-Unis ont réagi en s'employant à faire baisser le dollar. En Europe, nous restons passifs devant l'aggravation du chômage.

Vous semblez très pessimiste ?

L'Europe se trouve devant une équation très difficile à résoudre. Au moment même où les besoins de solidarité augmentent du fait de l'aggravation du chômage, on réduit les politiques de solidarité. Et l'on demande à la population de prendre des risques, alors même que l'insécurité économique augmente. Or, plus l'insécurité économique est forte, plus les agents économiques sont enclins à se crisper sur leur statut et réticents à prendre des risques. Si nous vivions dans un contexte de plein-emploi, la population serait beaucoup moins attentive à la nature de son contrat de travail.